

Joe Biden autorise l'Ukraine à utiliser les missiles américains sur le sol russe : sous quelles conditions ? Et quelles seront les conséquences ?

W. Fayoumi, avec S. Calderon :: 31/05/2024



Guerre en Ukraine

31 mai 2024 à 17:30 • 8 min

InfoPar W. Fayoumi, avec S. Calderon

Partager

-
-
-
-
-
-

🔊 [Écouter l'article](#)

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a salué *"un pas en avant"*, après le [feu vert donné par les Etats-Unis pour que Kiev utilise des armes fournies par les Américains pour frapper, sous conditions, des cibles sur le sol russe.](#)

Publicité

"Il s'agit d'un pas en avant vers cet objectif [...] qui consiste à donner la possibilité de défendre notre peuple qui vit dans les villages situés le long de la frontière", a-t-il dit lors du troisième sommet Ukraine-Europe du Nord à Stockholm. Le feu vert américain concerne des frappes ukrainiennes sous certaines conditions : viser des cibles sur le sol russe proches de la région ukrainienne de Kharkiv, pour protéger cette ville, selon un responsable américain. *"Le président a donné pour mission à son équipe de faire en sorte que l'Ukraine puisse utiliser des armes américaines afin de contre-attaquer dans la région de Kharkiv, de manière à riposter lorsque les forces russes les attaquent ou se préparent à les attaquer"*, a affirmé une source américaine.

Cette décision marque un revirement pour les Etats-Unis, qui craignaient jusque-là qu'un tel feu vert n'entraîne l'Otan dans un conflit direct avec la Russie.

L'Allemagne a également donné son accord vendredi à une telle utilisation de ses armes.

La France avait déjà annoncé cette semaine y être également favorable, jugeant que l'Ukraine avait le droit de se défendre, en visant des cibles militaires.

Suède, Finlande, Norvège et Danemark ont tous déjà déclaré au cours des derniers jours être d'accord pour que l'Ukraine utilise leurs armes pour frapper des cibles militaires en Russie, même si dans le même temps, certains Etats membres de l'Alliance atlantique ne sont néanmoins pas de cet avis. C'est le cas de l'Italie et de la Belgique. Le chef de la diplomatie italienne Antonio Tajani a ainsi affirmé que *"pour l'Italie, il est impossible d'utiliser nos armes en dehors de l'Ukraine"*. [La position de la Belgique à propos des armes livrées aux forces ukrainiennes, elle, n'a pas changé](#), a-t-on indiqué au cabinet de la ministre de la Défense, Ludivine Dedonder. Elles ne peuvent pas servir à frapper le sol russe.

Quelques questions pour comprendre la portée de ces décisions :

Est-ce que ces autorisations étaient indispensables pour l'Ukraine ?

Cela va être très important pour les Ukrainiens, explique Samuel Longuet, chercheur au [GRIP](#) (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), et ce pour plusieurs raisons : *"Parce qu'une bonne partie des missiles à longue portée qui sont utilisés par l'armée ukrainienne, qu'il s'agisse de missiles qui sont tirés depuis les airs par des avions ou tiré depuis le sol, sont de facture occidentale ; notamment avec les missiles Scalp ou Storm Shadow qui ont été fournis par les Français et les Britanniques. Ce sont des missiles qui sont tirés depuis des avions.. Tous ces armements ont en fait des portées qui sont de plusieurs centaines de kilomètres. Donc ils permettent d'aller vraiment frapper dans la profondeur du dispositif ennemi, des centres de commandement, des dépôts de carburant et de munitions, des endroits éventuellement où des forces russes se rassembleraient"*, avant d'attaquer le territoire ukrainien.

Nicolas Gros-Verheyde, spécialiste des questions de défense européenne et rédacteur en chef de [B2, quotidien traitant de l'Europe géopolitique](#), et auteur de *"La défense européenne à l'heure de la guerre en Ukraine. Des tabous tombent"* complète : *"Très concrètement, ces armes qui sont à disposition, les Ukrainiens vont pouvoir les utiliser. Il y a notamment les Patriots, il y a aussi les Scalps, c'est-à-dire les missiles de longue portée version française, par exemple, ou le Storm Shadow, la version britannique. Ces armes qui ont, on va dire, une moyenne portée mais de haute précision."*

À lire aussi

[Guerre en Ukraine : chars, missiles de croisière, avions de combat, ces lignes rouges que les Occidentaux ont déjà franchies](#)



En Russie, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a assuré que des armes américaines étaient *"déjà utilisées pour tenter de frapper le territoire russe"*. Est-ce que cela est fondé ? Certaines informations en ce sens avaient déjà *"froissé"* les Occidentaux.

"C'est déjà en cours dans une certaine mesure, selon Samuel Longuet, l'année dernière, il y avait ainsi des armes, notamment des armes légères belges produites par la FN Herstal qui s'étaient retrouvées entre les mains de groupes paramilitaires russes hostiles à Poutine, dont certains avaient d'ailleurs des tendances néonazies. Et donc, cela avait effectivement posé problème, alors que les Ukrainiens avaient justement promis que tout ce qui était livré irait uniquement à l'armée régulière ukrainienne, et qu'il ne serait utilisé que sur le territoire de l'Ukraine. Il y a également eu, au début de l'année, en février, plusieurs avions russes qui ont abattu un appareil alors qu'il survolait le territoire de la Fédération de Russie. On soupçonne fortement que c'étaient des batteries de missiles Patriot, soit livrées par les Américains, soit livrées par les Allemands."

Ici, expliquent nos spécialistes, l'arme ukrainienne ne risquera plus des accrocs diplomatiques en la matière, et *"de permettre aux Ukrainiens de faire certaines choses sans avoir à s'en cacher, et sans avoir à craindre que ce genre d'action puisse dégrader leurs relations avec leurs avec leurs soutiens occidentaux"*, détaille Samuel Longuet.

A quoi peut l'armée ukrainienne utiliser cet armement occidental en Russie ?

Comme expliqué plus haut, ce sont des conditions assez strictes qui ont été mises en place par les Etats-Unis et la France, fournisseurs de missiles moyenne et longue portée, qui semblent indispensables à la défense ukrainienne.

"Le diable est dans les détails, précise Samuel Longuet. Il s'agit de permettre uniquement à la force ukrainienne d'utiliser des armes françaises pour frapper des sites russes qui servent à lancer des missiles vers l'Ukraine. Et du côté des Américains, les circonstances dans lesquelles les Ukrainiens pourraient éventuellement frapper directement le sol russe avec des armes américaines, c'est sur le front, donc à l'est de Kharkiv, c'est-à-dire à un endroit dont est venue ces dernières semaines une offensive russe que les Ukrainiens n'avaient pas pu frapper directement avec des armes occidentales, parce que c'était interdit. Pour ces dernières déclarations de Macron et de l'administration américaine, on

n'a donc pas ouvert une carte blanche totale aux Ukrainiens pour frapper tout et n'importe quoi sur le territoire russe."

"Ce qui change, c'est qu'ils peuvent répliquer aux attaques russes, sur le territoire russe, ajoute Nicolas Gros-Verheyde, là où sont les réserves, la logistique. Ce qui fait que les Russes vont devoir soit bouger leur logistique, soit mieux la protéger, soit la mettre plus loin. Ça ne va pas révolutionner le champ de bataille, mais c'est un atout dans la main des Ukrainiens."

Et si l'utilisation de cet armement est limitée par ces conditions, il y a un autre souci pratique : celui de sa disponibilité, souligne-t-il : *"Il faut que les Occidentaux fournissent en nombre les munitions nécessaires. Et pour l'instant, c'est plutôt ça le problème. Donc on n'est pas tant dans un problème d'autorisation, mais dans un problème de fourniture d'armes."*

Est-ce que ces décisions peuvent entraîner une surenchère militaire ?

[Le secrétaire général de l'Alliance a relativisé vendredi tout risque d'escalade avec la Russie](#), après la décision des Etats-Unis de laisser les Ukrainiens frapper, à certaines conditions, le sol russe, près de la région de Kharkiv, avec les armes qu'ils leur fournissent. Le Kremlin avait en effet accusé jeudi l'Alliance atlantique de *"provoquer"* l'Ukraine pour prolonger *"une guerre insensée"* après un avertissement adressé mardi aux alliés de Kiev par le président russe sur de *"graves conséquences"* s'ils devaient donner leur accord à l'utilisation de leurs armes contre le territoire russe. *"Il n'y a rien de nouveau [...]. Cela fait partie des efforts du président (russe Vladimir) Poutine pour empêcher les membres de l'Otan de soutenir l'Ukraine"*, a déclaré Jens Stoltenberg.

Une escalade est-elle désormais à craindre ? Pas vraiment, selon Samuel Longuet : *"Pour ce qui est de la réaction russe, c'est un petit peu la même réaction à chaque fois qu'il y a une nouvelle ligne qui a été franchie. C'est-à-dire qu'ils montrent les crocs, en disant que cela pourrait donner lieu à une escalade soit horizontale - c'est-à-dire en élargissant le périmètre géographique du conflit, en frappant directement un pays membre de l'OTAN qui a fourni des armes à l'Ukraine, tirées sur le territoire russe - ou bien une escalade dite vertical - c'est-à-dire avec une augmentation de l'intensité des conflits et des hostilités. Pour ce qui est de l'éventualité d'éventuelles rétorsions - qui seraient des frappes directes contre les Etats membres de l'OTAN -, personne n'est dans la tête de Vladimir Poutine, personne ne sait ce qu'il fera. Cela étant, son armée étant déjà dans un conflit depuis maintenant deux ans, ouvrir un second front face à des Etats membres de l'OTAN ne serait pas nécessairement une excellente idée."*

Il reste la question de l'utilisation par la Russie de sa capacité nucléaire. Et là aussi, le chercheur estime que cela est encore à l'heure actuelle improbable, sauf si les frappes ukrainiennes visent certaines cibles bien particulières sur le sol russe : *"In fine, c'est une décision politique. Mais si on regarde la doctrine russe, il y a quand même des conditions assez restrictives. La Russie n'emploierait des armes nucléaires que si elle est directement frappée par une attaque nucléaire ou d'armes de destruction massive elle-même, si elle est face à une attaque conventionnelle qui est telle que les Russes n'arrivent plus à se défendre conventionnellement et qu'ils n'ont donc pas d'autre choix que d'avoir recours à l'échelon nucléaire pour préserver l'existence même de l'Etat russe. Et enfin, la dernière hypothèse, c'est peut-être celle-là qui est la plus importante, c'est s'il y avait des frappes qui visaient directement la dissuasion nucléaire russe."*

À partir du moment où on s'attaque aux moyens nucléaires russes, cela pourrait déclencher une réponse dévastatrice, estime Samuel Longuet. C'est une des révélations faites par [le journal américain le Financial Times](#) en février dernier, à partir de documents confidentiels russes : il y a des lignes rouges qui ne doivent pas être franchies par l'Ukraine. *"L'une de ces conditions, c'est si l'on commence à frapper des sous-marins nucléaires russes ou bien des bases aériennes sur lequel se trouvent des avions qui servent à la dissuasion nucléaire russe"*, explique l'expert.

Ce qui amène notre spécialiste à conclure que la ligne rouge plus générale que l'Ukraine ne devrait pas franchir est de *"ne pas frapper directement des installations qui sont indispensables à la dissuasion nucléaire de la Fédération de Russie. Parce que si on commence à frapper ce genre d'installations, alors se pose vraiment la question d'un risque d'escalade nucléaire. Le problème avec cette deuxième ligne rouge, c'est qu'elle est floue dans son périmètre, puisqu'il y a un certain nombre d'installations qui servent à la dissuasion nucléaire de la Fédération de Russie, mais qui sont également utilisées par la Russie pour frapper l'Ukraine"*, comme certaines bases aériennes situées à l'ouest de la Russie. *"Des bombardiers qui sont sur ces bases sont capables d'employer l'arme nucléaire le cas échéant, mais qui depuis le début du conflit, ils ont été utilisés avec des missiles à longue portée non nucléaires pour frapper l'Ukraine. Donc la question se pose par exemple pour des frappes qui viseraient ce genre d'installations."*

Inscrivez-vous aux newsletters de la RTBF

Info, sport, émissions, cinéma... Découvrez l'offre complète des newsletters de nos thématiques et restez informés de nos contenus

[Je m'inscris](#)